

Renfloué Par La Russie

1987 - 2014

Crédit Photo: Ron Galella / WireImage

Le président Donald Trump a tenté de se distancer des allégations de collusion en affirmant qu'il n'avait aucun intérêt commercial en Russie. Ce n'est pas faute d'essayer: les efforts de Trump pour établir un hôtel à Moscou remontent au moins à 1987, quand, selon son livre *The Art of the Deal*, il a discuté de la possibilité avec l'ambassadeur soviétique Yuri Dubinin. Mais les questions concernant la collusion de la campagne Trump avec le gouvernement russe vont au-delà de la question de savoir si Trump a des relations commerciales avec la Russie. Il est tout aussi important, sinon plus, de comprendre les nombreuses façons dont la Russie a affaire avec Donald Trump.

Que les entités liées au Kremlin aient investi de manière significative dans les propriétés de Trump au fil des ans n'est pas intrinsèquement néfaste. Depuis la chute de l'Union soviétique, les riches Russes ont investi massivement dans l'immobilier en Occident, tandis que les Américains étaient à leur tour encouragés à investir en Russie. Cependant, dans le contexte d'un président sous plusieurs enquêtes pour ses liens avec le Kremlin, le rôle démesuré de la Russie dans la réémergence de Trump à cause de tribulations financières qui ont presque détruit son empire immobilier mérite une attention supplémentaire. Ce qui ressort, c'est l'histoire d'un homme redevable à la Russie à travers les oligarques que le président Vladimir Poutine a contribué à créer et maintenant à contrôler.

En prenant ses fonctions, Trump a superficiellement pris ses distances avec la Trump Organization, cédant le contrôle quotidien à ses fils Donald Trump Jr. et Eric Trump. Cependant, il détient toujours et profite de l'entreprise, ce qui lui donne une participation continue dans le maintien des relations qui rendent son entreprise rentable, et les courriels

décrites ci-dessous se sont produites bien avant sa carrière politique, à une époque où des sources internes et externes l'ont décrit comme exerçant un contrôle presque unilatéral sur l'organisation.

Individuellement et collectivement, ces relations forment le fondement du scandale russe. Le Kremlin a une longue histoire d'utilisation d'informations compromettantes, ou kompromat, pour exercer un effet de levier sur les hommes d'affaires et les politiciens, en Russie et à l'étranger. En conséquence, la question de savoir si Trump est financièrement compromis va au-delà de la simple question de savoir si lui ou son entreprise est directement endetté envers les banques russes – quelque chose que le président nie mais n'a pas encore démontré en publiant ses déclarations de revenus. La myriade d'enchevêtrements financiers du président avec des individus de Russie et de l'ex-Union soviétique peut fournir à la Russie un tel kompromat, en particulier compte tenu de la preuve substantielle que Trump et la Trump Organization se sont livrés à des pratiques juridiques douteuses, dont beaucoup sont décrites ci-dessous. (La Trump Organization a nié à plusieurs reprises, à la fois dans des cas spécifiques et en général, qu'elle ait agi illégalement ou de manière contraire à l'éthique dans ses pratiques commerciales.)

Cela n'a pas l'intention de suggérer que tous les clients et partenaires de Trump de la Russie et de l'ex-Union soviétique sont individuellement liés au Kremlin, ni que chaque accord est individuellement corrompu ou lié à l'ingérence de la Russie dans les élections de 2016. Au lieu de cela, l'objectif est de mettre en évidence la dépendance de l'entreprise de Trump à l'argent russe, un fait qu'il a nié à plusieurs reprises et d'expliquer comment ces connexions semblent avoir jeté les bases de ce qui s'est passé en 2016. En tant que tel, cet explicateur explore la totalité de ces transactions commerciales, allant de projets dont le financement provient de sources directement liées au Kremlin à des transactions potentiellement corrompues en Azerbaïdjan et en Géorgie aux allégations selon lesquelles certains des acheteurs et des partenaires commerciaux russes et soviétiques de Trump ont utilisé ses propriétés comme véhicules de blanchiment d'argent, qui auraient tous pu générer le type de matériel compromettant que le gouvernement russe est connu pour exploiter.

UNE NOTE SUR LES OLIGARQUES RUSSES

Cet explicateur discute en détail des différentes relations d'affaires de Trump avec les oligarques russes en tant que mandataires du Kremlin. C'est parce que les oligarques russes, dont beaucoup sont d'anciens fonctionnaires soviétiques ou occupent des postes de pouvoir dans les anciens États soviétiques où le gouvernement russe détient encore une influence significative, sont largement considérés comme une extension de l'État russe. D'autres encore sont des dirigeants de haut rang des sociétés d'État russes, comme le conglomérat pétrolier et gazier Rosneft ou les deux banques de développement d'État russes,

l'œuvre à développer des relations avec l'élite commerciale russe, à la fois individuellement et collectivement, dans lesquelles il permet leur accumulation de richesses en échange de leur aide sur ses projets politiques; en conséquence, ils sont parfois décrits comme le « **cabinet fantôme** » de Poutine. Sur le plan intérieur, cela implique souvent de réaliser des projets à grande échelle, mais finalement non rentables, pour le compte de l'État russe; par exemple, Arkady Rotenberg, un magnat de la construction (et l'ancien partenaire de judo de Poutine) souvent considéré comme un membre clé du cercle restreint de Poutine, est largement considéré comme ayant pris sur **la construction d'un pont reliant la Russie à la péninsule de Crimée** comme un affichage élaboré et extrêmement coûteux de la fidélité au Kremlin. Ces oligarques agissent souvent comme des envoyés non officiels de la politique étrangère du Kremlin, en particulier en Europe de l'Est et centrale, où ils **forment des relations d'affaires corrompues** avec des politiciens élus qu'ils peuvent ensuite tirer parti de l'accomplissement des objectifs de la Russie à l'étranger. Ceux qui s'opposent publiquement, ou ne se conforment tout simplement pas, les souhaits de Poutine sont souvent confrontés à de graves répercussions financières; plus célèbrement, en 2003, Mikhaïl Khodorkovski, à l'époque l'homme le plus riche de la Russie, a été **arrêté pour évasion fiscale**, a vu ses avoirs saisis par le gouvernement russe, et a été contraint de comparaître devant le tribunal dans une cage comme punition pour son opposition politique à Poutine.

Le résultat est un système où les citoyens soi-disant privés se sentent obligés d'agir au nom du gouvernement et où la frontière entre les fonctionnaires du gouvernement et les citoyens riches devient délibérément floue. En tant que tel, il est important de scruter les liens commerciaux de Trump non seulement avec le Kremlin proprement dit, mais aussi avec les nombreux riches individus russes et ex-soviétiques qui participent à cette dynamique – des relations qui pourraient le compromettre au même titre que les affaires directes avec le Kremlin. En d'autres termes, si Trump a conclu une relation financière compromettante avec les clients et les partenaires russes – et des preuves accablantes documentées ci-dessous suggèrent qu'il l'a fait – ces relations ont peut-être généré des documents compromettants non seulement pour les personnes impliquées, mais aussi pour le gouvernement russe. Une exploration plus approfondie de cette dynamique peut être trouvée dans le **rapport** de février 2018 du projet de Moscou «Craquer la coquille: Donald Trump et le potentiel de corruption de l'argent russe furtif».

LES PREMIÈRES ANNÉES: LES ENTREPRISES DE TRUMP EN DIFFICULTÉ

Beaucoup d'entreprises de Trump ont passé les années 1990 au bord de l'effondrement. Abraham Wallach, qui est devenu le vice-président exécutif de la Trump Organization pour les acquisitions en 1990, **a comparé** à rejoindre l'entreprise pour « monter sur le Titanic juste avant que les femmes et les enfants ne soient déplacés aux canots de sauvetage ». En 1990,

auraient accumulé des millions de personnes, la New Jersey Casino Control Commission a conclu: «M. Trump ne peut pas être considéré comme financièrement stable. » En 1992, Trump a fait défaut sur la dette de sa compagnie aérienne, Trump Shuttle, la remettant aux États-Unis. Les voies aériennes.

Dans le discours de Trump, sa fortune a tourné autour en 1995, lorsque Trump Hotels & Casino Resorts, la société par laquelle il possédait et exploitait beaucoup de ses propriétés à Atlantic City et ailleurs, détenait une première offre publique. En vérité, les luttes financières de Trump se sont poursuivies. Contrairement aux propres prédictions de Trump – il a parlé à Edward Klein de *Vanity Fair* que l'introduction en bourse pourrait amasser \$4 milliards – il n'a réussi à lever que \$140 millions; pendant ce temps, selon ses déclarations d'impôts de cette année-là, qui restent la seule des déclarations d'impôts de Trump révélées au public, Trump a déclaré une perte de près de \$916 millions. Ses entreprises ont continué à avoir du mal, ses casinos affichant 66 M\$ de pertes à la fin de 1996 et 42 M\$ supplémentaires en 1997.

Comme le *New York Times* l'a découvert en 2018, Trump n'aurait presque certainement pas survécu à la période sans le soutien financier de son père, Fred Trump, qui a non seulement prêté à son fils des millions de dollars pour maintenir ses entreprises en difficulté à flot, mais a également contribué à orchestrer des stratagèmes massifs et probables de fraude fiscale illégale pour cacher ces transactions aux autorités. Malheureusement pour Trump, ce filet de sécurité a disparu à la fin des années 1990, d'abord lorsque Trump et ses frères et sœurs ont officiellement repris l'entreprise familiale en 1997 et plus tard lorsque son père est mort en 1999. Mais les luttes financières de Trump se sont poursuivies: ses entreprises phares ont déclaré faillite en 2004 et 2009, Trump démissionnant de son poste de chef du conseil d'administration de Trump Entertainment Resorts en 2009.

Les problèmes financiers de Trump étaient aggravés par la stigmatisation de Wall Street par ses faillites d'entreprise. *The Guardian* a rapporté que, dans les années 1990, « les banques de Wall Street, qui l'avaient précédemment accordé, ont coupé le robinet. » Selon le *New York Times*, les banquiers sont allés jusqu'à inventer l'expression « le risque Donald » pour décrire l'aversion généralisée aux prêts à Trump. En 2013, un banquier a déclaré à *The Atlantic*: « Si une grande institution à New York – qu'il s'agisse d'un Chase ou d'un Goldman ou d'un cabinet d'avocats ou quelque chose comme ça – voulait faire construire un bâtiment. Je peux vous donner presque 100% d'assurance que Donald ne serait pas sur la liste. »

LE RETOUR ALIMENTÉ PAR LA RUSSIE

Alors, comment, 15 projets de marque Trump ont-ils percé entre 1998 et 2012?

finances. mais le bilan public est plus que suffisant pour démontrer que la réponse, en partie, incombe à la Russie.

Avec l'effondrement de l'économie russe en 1998, les oligarques russes qui avaient fait fortune en rachetant des actifs autrefois détenus par l'État cherchaient maintenant à **cacher leur argent** dans l'immobilier international. La Trump Organization a offert un havre de paix pour plusieurs raisons, allant de son esthétique ostentatoire au doré à sa **réputation de normes de reporting laxistes**. En conséquence, plusieurs projets de marque Trump à partir de 1998 ont reçu un financement important de sources ayant des liens avec la Russie, notamment le groupe Bayrock, une société immobilière basée à Trump Tower et fondée par l'ancien fonctionnaire soviétique Tevfik Arif, originaire du Kazakhstan, et Deutsche Bank, l'une des rares grandes institutions financières à **prêter encore à Trump** et qui a **payé** \$630 millions de pénalités en 2017 pour implication dans un système de blanchiment d'argent russe de \$10 milliards.

La Russie a également fourni de nombreux acheteurs pour l'immobilier de marque Trump. Selon une **enquête de Bloomberg** sur la Trump World Tower, qui a percé en 1998, « un tiers des unités vendues sur les étages 76 à 83 en 2004 impliquaient des personnes ou des sociétés à responsabilité limitée liées à la Russie et aux États voisins ». Reuters, quant à lui, a **rapporté** qu'"au moins 63 personnes ayant un passeport ou des adresses russes ont acheté au moins \$98,4 millions de biens dans sept tours de luxe de marque Trump dans le sud de la Floride".

Et la Trump Organization aurait accueilli la clientèle. Par exemple, **un article de 2013 dans The Nation** sur l'afflux d'argent russe dans l'immobilier à Miami a noté qu'Elena Baronoff, une socialiste américaine russe, une **fois** décrite sur la couverture d'un magazine russe comme « la main russe de Donald Trump », exploitait une société immobilière hors du hall du Trump International Beach Resort de la ville qui s'adressait aux acheteurs d'Europe de l'Est. *La Nouvelle République* a également beaucoup **documenté** comment la Trump Organization cherchait activement des acheteurs russes, à tel point que la région autour de Trump Sunny Isles en Floride est devenue connue sous le nom de « Little Moscow ». Bien que ces transactions ne soient pas intrinsèquement suspectes, elles démontrent que la Trump Organization était suffisamment consciente de sa dépendance à l'égard de l'argent russe pour cultiver activement des relations avec les clients russes.

Certains des accords individuels ont attiré l'attention, en particulier **le** magnat russe des engrais Dmitri Rybolovlev, **l'achat** en 2008 de l'un des manoirs de Trump à Palm Beach. Il a payé \$95 millions pour cela - \$53 millions de plus que Trump a payé pour cela quatre ans plus tôt. La transaction a **fait l'objet d'un examen minutieux de la part des enquêteurs**, en particulier parce que, bien que Trump **ait justifié l'augmentation des prix** en affirmant qu'il

fréquemment citées comme des drapeaux rouges pour le blanchiment d'argent par l'immobilier. Selon Sen. Ron Wyden (D-OR), l'opération est l'un des nombreux avocats spéciaux Robert Mueller et son équipe **investigating** enquêtent pour « blanchiment d'argent potentiel ou autres transactions financières illicites entre le président, ses associés et la Russie ». Rybolovlev a **attiré l'attention supplémentaire** sur son comportement pendant les derniers mois de l'élection de 2016, au cours desquels son avion privé a été repéré lors de jours distincts à Las Vegas et Charlotte quelques heures après l'arrivée de Trump dans chaque ville. Un porte-parole de Rybolovlev a **rejeté les incidents** comme une coïncidence, et Trump a nié avoir rencontré Rybolovlev; un responsable de la Maison Blanche a **décrit** les questions sur leur relation comme une théorie du complot. En novembre 2018, Rybolovlev a été **arrêté à Monaco** pour des accusations apparemment sans rapport de corruption, auxquelles il a plaidé non coupable.

Trump SoHo, qui a fait des percées en 2007, explique comment la Trump Organization a bénéficié d'un financement sortant de la Russie et de l'ex-Union soviétique. Une grande partie du financement du projet **provient du** groupe Bayrock. Plusieurs bailleurs de fonds du projet, dont Arif, Tamir Sapir et Alexander Mashkevich, sont originaires de l'ex-Union soviétique et ont signalé des liens avec l'actuel Kremlin. Certains ont également **fait face** à des **allégations** de comportement corrompu et criminel, allant du blanchiment d'argent au trafic, en passant par l'implication dans un réseau de prostitution. Par exemple, en 2009, Sapir a **plaidé coupable** d'importation illégale de parties d'animaux. Mashkevich a été accusé à plusieurs reprises de corruption et de blanchiment d'argent sur des projets au Kazakhstan, et a **réglé une affaire** en 1996 sans reconnaître sa culpabilité. On peut en dire autant de la clientèle de la propriété. Par exemple, Viktor Khrapunov, qui était auparavant maire d'Almaty, au Kazakhstan, a **été jugé** en juillet 2018 pour avoir prétendument acheté des copropriétés dans le bâtiment en utilisant de l'argent volé dans des coffres de l'État et blanchi par l'intermédiaire d'un réseau de sociétés offshore alors qu'il servait de ministre de l'Énergie du pays. À partir de cette écriture, l'affaire est en cours, et Khrapunov a nié tout acte répréhensible.

LES CONNEXIONS RUSSES

Peut-être que le lien le plus notable émergeant de Trump SoHo implique le promoteur immobilier russe américain Felix Sater, qui était auparavant le directeur général du groupe Bayrock. Sater, qui a **purgé un an de prison** dans les années 1990 pour avoir poignardé un homme au visage avec un verre de margarita, **est devenu un informateur du FBI** à Moscou après avoir plaidé coupable d'implication dans un stratagème de fraude par actions de \$40 millions orchestré par la mafia russe; les dossiers de la condamnation ont depuis été scellés. Sater a **rejoint le groupe Bayrock** en 2001 et a **contribué à obtenir un financement** pour Trump SoHo, en s'appuyant fortement sur des sources liées à la Russie. Après avoir quitté

deciare qu'il avait une relation « amicale » avec Trump et l'avait rencontrée « plusieurs fois », bien que la Trump Organization ait contesté son récit.

Sater a été impliqué dans au moins deux tentatives de développement d'une Trump Tower Moscou. Selon *le Washington Post*, la Trump Organization a conclu un contrat avec Bayrock pour développer une hauteur dans la capitale russe en 2005; il aurait été assez loin dans le processus qu'un site a été choisi avant que l'accord ne tombe finalement. Plus particulièrement, Sater a participé *involved* à un effort pour établir une Trump Tower Moscou pendant les premières étapes de la campagne présidentielle de 2016, suscitant une lettre d'intention signée de la Trump Organization en octobre 2015. En novembre 2015, Sater aurait envoyé un courriel à Michael Cohen – son ami de longue date et avocat de la Trump Organization – sur le projet, *écrivait*: «Je vais amener Poutine sur ce programme et nous ferons élire Donald. [...] notre garçon peut devenir président des États-Unis et nous pouvons l'élaborer.» L'accord a finalement diminué en juillet 2016, mais pas avant que Cohen n'ait offert à Poutine le penthouse de \$50 millions de bâtiments proposé comme attrait dans le cadre des négociations.

Sater fournit également un exemple de connexion commerciale qui tente de passer au domaine politique. Avec le courriel à Cohen, qui semble suggérer que Sater a vu le développement de la Trump Tower Moscou dans le cadre d'une stratégie plus large visant à assurer l'élection de Trump, Sater a été impliqué dans une tentative pendant la transition pour influencer la politique de l'administration sur la Russie. En janvier 2017, Sater et Cohen auraient travaillé avec le politicien ukrainien Andriy (parfois translittéré Andrey ou Andrii) Artemenko pour livrer une proposition de politique au conseiller à la sécurité nationale entrant, Lt. Gen. Michael Flynn qui ferait reculer les sanctions contre la Russie. En vertu de ce plan, la Russie retirerait ses troupes de l'est de l'Ukraine, tandis que l'Ukraine organiserait un référendum sur l'opportunité de « louer » la Crimée à la Russie; en retour, les États-Unis lèveraient les sanctions qu'elle avait imposées à la Russie après l'invasion de la Crimée en 2014. Sater a refusé à plusieurs reprises de commenter la question, et rien n'indique que l'administration ait examiné la proposition ou y a donné suite.

Trump SoHo est loin d'être le seul projet de Trump Organization à tirer un financement de sources douteuses liées à la Russie. Un autre exemple est le Trump International Hotel and Tower Toronto, qui, en juin 2017, a abandonné son affiliation avec la marque et qui est maintenant simplement l'Adelaide Hotel Toronto. Le projet, qui a percé en 2007, a été si financièrement en difficulté que, comme le *Toronto Star* l'a décrit en octobre 2017, « chaque investisseur a perdu de l'argent sur Trump Tower Toronto » sauf Trump lui-même. En 2010, face à des coûts croissants et à une pénurie d'investissement, le promoteur du bâtiment Alexander Shnaider a reçu une soudaine manne lorsqu'un investisseur inconnu de l'époque

de développement public russe vnesheconombank (VEB). La Trump Organization s'est éloignée du projet, affirmant que, malgré les informations de 2012 selon lesquelles Trump avait une participation mineure, la société « n'était pas le propriétaire, le promoteur ou le vendeur » de la propriété, n'était pas impliquée dans le financement et « n'a pas détenu » les capitaux propres. Shnaider, quant à lui, a offert des comptes contradictoires quant à la quantité d'argent de VEB qui a fini dans le projet: Son avocat a d'abord déclaré au *Wall Street Journal* que \$15 millions de la vente sont entrés dans la propriété, mais Shnaider a depuis déclaré qu'il n'était « pas en mesure de confirmer que des fonds allaient dans le projet de Toronto ».

La Trump Organization a également poursuivi de multiples projets dans d'anciens États soviétiques. Adam Davidson, du *New Yorker*, a beaucoup écrit sur les développements à Bakou, en Azerbaïdjan, et à Batumi, en Géorgie, où l'Organisation Trump a traité avec des entreprises et des oligarques avec de vastes histoires de corruption et de liens non seulement avec les entités russes, mais aussi, en Azerbaïdjan, avec les Gardiens de la révolution iraniens. Ces projets, soutient Davidson, sont inquiétants non seulement en raison des acteurs spécifiques impliqués, mais aussi parce qu'ils laissent le président ouvert aux accusations d'encouragement à la corruption à l'étranger et démontrent la tendance de la Trump Organization à lésiner sur la diligence raisonnable, ce qui pourrait exposer Trump à des poursuites en vertu de la loi sur les pratiques de corruption étrangères.

Les autres pratiques commerciales de Trump au cours des années 2000 soulèvent également des drapeaux rouges pour la corruption et la criminalité financière. Sa relation avec Deutsche Bank – qui, comme on l'a vu plus haut, était à la fin des années 1990, la seule grande institution financière prête à lui prêter – était remarquablement controversée. En 2008, Trump a fait défaut sur le prêt de \$640 millions qu'il avait reçu de la Deutsche Bank en 2005 pour construire Trump Tower Chicago. Deutsche Bank a poursuivi Trump et cherchait un \$40 millions immédiat. Trump a ensuite réprimé un groupe de prêteurs, dirigé par Deutsche Bank, pour \$3 milliards, alléguant que les banques avaient joué un rôle dans la cause de la crise financière de cette année-là et étaient donc responsables de l'incapacité de Trump à rembourser ses dettes. Deux ans plus tard, Trump et Deutsche Bank se sont installés – après quoi la Deutsche Bank, à laquelle Trump devait encore des centaines de millions de dollars, est revenue à prêter de l'argent à Trump. Selon *Newsweek*, Trump « a remboursé Deutsche avec une énorme bouée de sauvetage – de Deutsche » et ces prêts de la Deutsche Bank « ont sauvé Trump après le crash [2008] ». Au moment où Trump a été élu en 2016, il aurait dû \$300 millions à Deutsche Bank.

Que Deutsche Bank continue de prêter à Trump si tôt après une bataille juridique controversée qui découle de l'incapacité ou de la réticence de Trump à rembourser ses dettes

L'Etat de New York a infligé une amende de 425 millions \$ à Deutsche Bank pour violation de la lutte contre le blanchiment d'argent de New York. La banque a admis un vaste stratagème de blanchiment d'argent russe de \$10 milliards impliquant des «métiers miroirs», qui a déplacé de l'argent de la Russie vers l'Ouest entre 2011 et 2015. L'enquête du conseiller spécial Robert S. Mueller III dans une possible collusion entre la campagne Trump et la Russie aurait assigné à comparaître des dossiers de Deutsche Bank.

De plus, au milieu des années 2000, la Trump Organization a fait un changement radical dans son modèle d'affaires. Pendant des décennies, Trump s'était forgé une réputation de « roi de la dette » autoproclamé, empruntant massivement pour financer ses projets. Que Trump ait pu le faire et rester financièrement solvable était un élément clé de sa mystique, bien que, comme l'a révélé le *New York Times*, c'était plus une fonction de la largesse de son père que les capacités de Trump en tant qu'homme d'affaires. Cependant, au milieu des années 2000, la Trump Organization a commencé à traiter des sommes massives d'argent, une décision peu caractéristique non seulement pour l'entreprise, mais aussi pour les grands promoteurs immobiliers en général. Le commerce en espèces peut être non seulement risqué, mais aussi difficile, car la levée d'actifs liquides pour une entreprise qui traite principalement dans l'immobilier peut nécessiter la vente de propriétés, et peut-être inviter à la corruption en faisant preuve de diligence raisonnable et en anti-blanchiment d'argent que les prêts et les banques introduisent. Mais pour la Trump Organization, la décision a peut-être effectivement facilité ses pratiques commerciales: pendant le développement de Trump SoHo, Eric Trump aurait déclaré que «les meilleurs acheteurs immobiliers sont maintenant des Russes», qui «peuvent se déplacer sans un prêt hypothécaire des banques américaines, qui exigent des chèques de revenu et ils peuvent acheter des appartements en espèces».

Pour toutes les protestations de Trump, il y a donc de nombreuses preuves que la Trump Organization a fait des affaires à plusieurs reprises avec des investisseurs et des clients russes. Trump n'a pas seulement nié ce fait jusqu'à ce qu'il commence à se présenter à la présidence, mais il en a parlé fréquemment, se vantant de la quantité d'argent russe qui a coulé dans ses projets dans de nombreuses interviews. Ainsi, ses fils Donald Trump Jr. et Eric Trump aussi. En 2008, Trump Jr. a déclaré aux investisseurs à Moscou que « les Russes constituent une section assez disproportionnée de beaucoup de nos actifs », tandis qu'Eric Trump aurait déclaré à un journaliste de golf en 2014 que la Trump Organization était en mesure de se développer pendant la crise financière parce que « nous ne comptons pas sur les banques américaines. Nous avons tout le financement dont nous avons besoin en Russie. »

POURQUOI ÇA COMPTE

Corrupt Practices Act et les mensonges répétés de Trump sur son implication avec la Russie depuis qu'il a commencé à se présenter à la présidence, ces accords ne seraient pas nécessairement suspects.

Mais la plupart des promoteurs immobiliers ayant des liens financiers étendus, et peut-être des dettes, avec une puissance étrangère hostile ne se présentent pas alors à la présidence; la plupart des présidents ne manifestent pas une telle obéissance sans précédent à une puissance étrangère hostile; et la plupart des présidents n'exigent pas la nomination d'un conseil spécial pour enquêter sur la question de savoir si la campagne du président a conspiré avec le gouvernement de cette nation. En conséquence, la longue histoire de Trump d'accepter de l'argent d'investisseurs et de clients russes prend une importance supplémentaire comme le début de sa relation avec la Russie et, compte tenu des allégations de corruption qui tourbillonnent autour de Trump et des transactions commerciales de son entreprise, semblent former les fondements potentiels de la collusion russe lors de l'élection de 2016.



1999-2016

GUERRE HYBRIDE

CHAPITRE 2



HOME

LE PODCAST ASSET

BRIEFINGS

LES DÉTAILS

L'HISTOIRE COMPLÈTE

TIMELINE

À PROPOS

CONTACT

FAIRE UN DON



CONTACTEZ-NOUS

CONDITIONS D'UTILISATION

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ

POLITIQUE DE RÉUTILISATION

©2021 Centre for American Progress Action Fund

Site par Wide Eye Creative



découvrir la vérité sur l'implication de Trump dans les attaques russes contre notre démocratie.

FAITES UN DON MAINTENANT